

New Forces in American Business, par DEXTER-MERRIMAN
KEEZIER. Un vol., 5½ po. x 8¼, relié, 278 pages —
MCGRAW-HILL BOOK Co., 330 West, 42nd Street, N.Y., 1959
(\$5.50)

Bernard Bonin

Volume 36, numéro 1, avril-juin 1960

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001527ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001527ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bonin, B. (1960). Compte rendu de [*New Forces in American Business*, par DEXTER-MERRIMAN KEEZIER. Un vol., 5½ po. x 8¼, relié, 278 pages — MCGRAW-HILL BOOK Co., 330 West, 42nd Street, N.Y., 1959 (\$5.50)]. *L'Actualité économique*, 36(1), 170–171. <https://doi.org/10.7202/1001527ar>

Les Livres

New Forces in American Business, par DEXTER-MERRIMAN KEEZER. Un vol., 5½ po. × 8¼, relié, 278 pages. — MCGRAW-HILL BOOK Co., 330 West, 42nd Street, N.Y., 1959. (\$5.50).

Ce volume nous présente le résultat d'une étude portant sur les perspectives économiques de l'économie américaine pour la prochaine décennie, étude faite par le bureau de recherches économiques de la compagnie McGraw-Hill. Les auteurs ont essayé de déterminer quelles sont les possibilités, pour l'économie américaine, de progresser au cours des dix prochaines années, au même rythme au moins qu'au cours des années récentes.

Le progrès économique d'une nation est évidemment fonction de plusieurs facteurs. Selon les auteurs, l'investissement demeurera au moins aussi élevé et aussi stable qu'il l'a été au cours des dernières années. D'une part, parce qu'il existe un besoin réel et rapidement croissant d'investissements; d'autre part, parce que la recherche scientifique et les développements futurs constitueront un stimulant efficace.

La consommation locale joue un rôle considérable, surtout aux États-Unis. Or, celle-ci devrait augmenter à cause tout d'abord, du *baby boom* qui s'est maintenant transformé en *teen-ager boom*. Comme il en coûte plus cher, aux États-Unis, pour entretenir des enfants de 10 à 19 ans que des enfants en bas âge, et que ces *teen-agers* dépenseront l'argent qu'ils pourront gagner, il devrait en résulter une consommation accrue.

De plus, comme d'ici 1963 la moitié des familles américaines auront un revenu supérieur à 5,000 dollars par année et que ceux qui ont déjà un revenu élevé n'ont pas atteint un niveau maximum de consommation, l'hypothèse se trouve renforcée.

Ajoutons à cela le rôle important que jouera le gouvernement, le fait que l'économie américaine demeure une économie de concurrence (en dépit des nombreux *mergers* des dernières années) de sorte que les entreprises devront continuer à lutter, ce qui milite en faveur d'une croissance soutenue. Tous ces facteurs viennent étayer la thèse des auteurs.

L'inflation constitue, toutefois, une menace. Les États-Unis connaissent, depuis soixante ans, une hausse de prix annuelle moyenne de 2⅓ p.c. On ne

croit pas, cependant, qu'il existe de forces capables de transformer cette hausse de prix soutenue en inflation galopante. L'économie américaine a un point faible: l'agriculture. Les auteurs sont d'avis qu'elle ne devrait pas entraîner le reste de l'économie dans la dépression. Elle peut aussi tirer des forces nouvelles de l'amélioration des conditions économiques à l'étranger.

Tous les facteurs se présentent donc très bien, trop bien même: on croirait rêver. Quelles sont donc les probabilités pour qu'une étude du genre se rapproche de la réalité? Puisqu'il s'agit d'une étude de l'économie américaine, nous croyons que les chances sont meilleures que jamais. Il aurait été plus hasardeux de tenter la même expérience pour le Canada à cause de sa forte dépendance de l'étranger. L'économie américaine est avant tout une économie intérieure, c'est chez elle surtout qu'elle puise ses forces (même si l'investissement américain à l'étranger est loin de constituer un facteur négligeable).

La lecture du livre suggère quelques commentaires. Disons d'abord qu'elle est facile et intéressante même si le livre n'apporte rien de sensationnel. Nous regrettons, cependant, que le chapitre qui s'intitule *U.S. business and the world overseas* frise la polémique à certains moments. On y discute entre autres choses des mérites respectifs des deux grands régimes économiques, et ce chapitre se présente un peu comme un plaidoyer en faveur du capitalisme américain. Une bonne partie de ce chapitre dépasse les cadres de l'ouvrage.

Bernard Bonin

La Trésorerie britannique, par GÉRARD WOLFF. Un vol., 6½ × 10 po., relié, 166 pages. — BIBLIOTHÈQUE DE DROIT PUBLIC — LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE. — 20, rue Soufflot, Paris, 1959.

Les relations entre le pouvoir financier et le pouvoir politique, et le problème des administrations financières insérées dans le cadre de l'administration gouvernementale, préoccupent les dirigeants de la plupart des États modernes. Gérard Wolff étudie le cas de la Grande-Bretagne, pays où la trésorerie a gardé, à travers les siècles, une place particulière. Le nom anglais de *Treasury* est, selon l'auteur, à peu près intraduisible de même que le rôle que joue ce département est difficile à définir. C'est, en effet, le ministère le plus ancien, le plus original et le plus central du système politique britannique. Son passé remonte au Moyen-Âge; et, dès le XVII^e siècle, le *Treasury* devint une institution quasi autonome, ayant sa propre organisation. Ministère des Finances, de l'Économie nationale et de la Fonction publique en même temps, il incarne, au parlement comme au cabinet, le pouvoir exécutif, et par le fait même, domine en quelque sorte les autres ministères.

Le personnel de la trésorerie a toujours été recruté parmi l'élite, destinée à la carrière administrative, qu'on soumet actuellement à un concours spécial qui accroît encore son prestige. Le Premier Ministre porte d'ailleurs le titre de Premier Lord de la Trésorerie et, détail amusant, le Chancelier de l'Échiquier habite à 11 Downing Street, à côté de la résidence du Premier Ministre. Le nom